

# SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE

## CGT, FO, SUD

### Réforme de l'État en région : la direction de l'Insee refuse de donner sa feuille de route, elle devra le faire lors du comité technique du 2 juin !

#### « Il n'y a pas d'automaticité » des fusions des directions régionales...

...dixit le ministre des Finances lors du comité technique ministériel (CTM) du 26 mai, sur le sujet de la réforme territoriale au sein du ministère.

Les ministres ont également réaffirmé à cette occasion que le **principe d'autonomie de l'Insee vis-à-vis des préfets n'était pas remis en cause**. Nous souhaitons n'interpréter que le côté positif de ces déclarations, constatant le potentiel de marges de manœuvres qu'elles ouvrent à la direction de l'Insee.

Nous ne sommes toutefois pas dupes de leur double signification, dans la mesure où conjointement les ministres ont annoncé l'existence d'un dispositif ministériel d'accompagnement des restructurations, sans plus de détails.

Pas d'automaticité demeure donc la vitrine réconfortante pour les agents, mais sans plus de détails, tout et son contraire peut-être réfléchi. Nous demandons que ces réflexions sont portées à la connaissance des agents. Les ministres ont précisé que la Douane et la CCRF, au vu de leurs missions, leur structuration actuelle et les restructurations déjà en cours, ne pouvaient prendre part à la réforme territoriale. La DGFIP (principalement organisée dans les départements), n'est concernée que pour ses directions régionales.

Le ministre annonce donc qu'environ 1 500 agents du ministère sont concernés par la réforme, mais sans donner de précision : quelles directions ? suppressions de postes ? délocalisations de postes ? maintenant ? dans 1, 2 ou 3 ans ?

#### A l'Insee, motus et bouche cousue malgré la pétition signée par déjà plus de 2 000 agents

Le lendemain du CTM, les directeurs et directrices des 16 régions concernées par des fusions étaient réunis à la direction générale.

**Une trentaine de personnes**, en délégation des différents établissements s'est invitée dans cette réunion pour porter les revendications des agents de l'Insee. La délégation a remis une pétition, encore en cours de signature, ayant déjà recueilli **plus de 2 000 signatures pour demander le maintien de tous les établissements actuels avec une diversité de travaux**.

Le positionnement du directeur général de l'Insee (favorable aux regroupements des établissements dans une seule DR [voir tract<sup>1</sup>](#)) peut selon nous être remis en cause par la double affirmation ministérielle d'ouverture de marges de manœuvre, et par l'expression des personnels.

Malgré une heure de questionnements, le pilote des directions régionales et les directeurs et directrices régionaux présents n'ont répondu à aucune de nos questions sur le positionnement de l'Insee, se réfugiant derrière le fait qu'un comité technique de réseau était programmé le 2 juin à l'Insee pour traiter le sujet. Aucune stratégie nationale ne serait connue d'eux avant cette date ! Nous sommes pour le moins dubitatifs !

Nous ne saurions imaginer que le réseau des DR n'est actuellement pas piloté, et qu'aucune stratégie nationale n'est discutée pour les interventions des directrices et directeurs régionaux lors des réunions avec les préfets préfigurateurs. Rappelons que ces derniers proposeront des organisations...le 30 juin prochain !!

#### La mobilisation est nécessaire lors du CTR du 2 juin et après !

Pour nous le fait que la direction nationale refuse de discuter des stratégies en cours est inquiétant : en effet, l'Insee est la seule direction du ministère organisée en région pouvant se plier à la demande gouvernementale de fusions.

Sans réponse de la direction visant à être transparente sur l'état de sa réflexion nationale, il est clair qu'une fois les décisions prises, il sera beaucoup plus difficile d'intervenir. En ce sens, le pseudo-dialogue social annoncé par le gouvernement est une vraie fable : la direction qui est censée envoyer des documents préparatoires le 26 mai pour un CTR le 2 juin ne l'a toujours pas fait, ne répond pas à nos demandes...

Des CT locaux devront être consultés suite à ce CTR : quelles propositions constructives pourraient en ressortir d'ici fin juin ?

Si nous ne nous faisons pas d'illusion sur le « dialogue » qui pourrait avoir lieu le 2 juin prochain, nous estimons qu'une mobilisation de tous les agents de l'Insee est la seule possibilité permettant aujourd'hui d'infléchir le positionnement de la direction de l'Insee dans le sens réclamé par les personnels.

**C'est pourquoi nous appelons à toute mobilisation possible dès le 2 juin, pour appuyer les interventions visant à faire aboutir la pétition des personnels : heures mensuelles d'information syndicale, demande de comptes aux directrices et directeurs régionaux, ...**  
**Nous rendrons compte le 2 juin du résultat du CTR.**

A Paris le 28 mai 2015

<sup>1</sup> - <http://www.cgтинsee.org/dossiers/rgpp/2015/tract%20CGT%20SUD%20FO%20reform%20Etat%20Region%2020%20mai2015.pdf>